



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 19 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : une diversification accélérée des approvisionnements pétroliers
- ❖ Malaisie : la monarchie constitutionnelle parmi les marchés émergents les plus résilients selon Moody's
- ❖ Singapour : signature d'un accord inédit avec la Nouvelle-Zélande sur les chaînes d'approvisionnement critiques

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**4,7 %**

de croissance pour  
l'Asie-Pacifique selon les  
prévisions de l'ADB pour  
l'année 2026

### Région

#### Diversification accélérée des approvisionnements pétroliers des pays de l'ASEAN

Depuis le déclenchement du conflit entre les États-Unis et l'Iran fin février 2026, les pays de l'ASEAN fortement dépendants du pétrole du Golfe font face à une perturbation majeure de leurs approvisionnements, liée au blocage du détroit d'Ormuz. En réponse, ils ont engagé une diversification rapide de leurs sources d'importation, en se tournant vers des fournisseurs alternatifs tels que Brunei, la Libye, les États-Unis, mais aussi l'Angola, l'Argentine ou la Côte d'Ivoire. La Thaïlande illustre cette recomposition : ses importations en provenance des Émirats arabes unis ont chuté de plus de 50 % entre février et avril, tandis que celles en provenance de Brunei et de la Libye ont fortement augmenté. Cette stratégie est confirmée par les autorités, qui élargissent activement leur panel de fournisseurs. Le Vietnam, particulièrement exposé avec 80 % de ses importations historiquement issues du Koweït, a vu ses volumes chuter de moitié. Il s'approvisionne désormais auprès de nouveaux partenaires, avec un soutien logistique d'acteurs internationaux. Singapour, hub énergétique régional, a également réorienté ses flux : plus de 60 % de ses importations proviennent désormais des États-Unis. Parallèlement, Brunei émerge comme un exportateur régional

clé, atteignant ses plus hauts niveaux d'exportations en cinq ans. La Russie constitue également une source alternative, bien que ses capacités restent contraintes.

## Dégradation des perspectives macroéconomiques en Asie-Pacifique sous l'effet du conflit au Moyen-Orient

Dans une mise à jour de ses perspectives économiques, la Banque asiatique de développement (ADB) a significativement révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Asie-Pacifique, en raison des perturbations prolongées liées au conflit au Moyen-Orient. La croissance régionale est désormais attendue à 4,7 % en 2026 et 4,8 % en 2027, contre 5,1 % précédemment anticipés pour chacune des deux années. Cette révision s'accompagne d'un relèvement marqué des perspectives d'inflation, désormais projetée à 5,2 % en 2026, contre 3,6 % dans les estimations antérieures, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et du renchérissement des coûts logistiques. Selon l'ADB, le conflit génère des perturbations systémiques et durables des chaînes énergétiques et commerciales, entraînant un durcissement des conditions financières et un ralentissement de l'activité économique dans l'ensemble de la région. Les risques restent orientés à la baisse : en cas de prolongation du conflit et de maintien de prix pétroliers élevés, la croissance pourrait être ramenée à 4,2 % en 2026 et 4,0 % en 2027, tandis que l'inflation pourrait atteindre 7,4 %. Dans ce contexte, l'ADB appelle les autorités à renforcer la vigilance macroéconomique, notamment via une gestion étroite des anticipations d'inflation et de la volatilité financière, afin de préserver la stabilité économique régionale.

## Indonésie

### La demande intérieure soutient la croissance indonésienne au premier semestre 2026

Selon les données publiées par l'agence nationale BPS Statistics, l'économie indonésienne a enregistré une croissance de 5,61 % en glissement annuel au premier trimestre 2026, son rythme le plus élevé depuis le boom des matières premières de 2022. Le PIB a atteint près de 357,0 Md USD en valeur nominale, après une croissance de 5,39 % au T4 2025 et de 4,87 % au T1 2025. Cette performance repose principalement sur la vigueur de la demande intérieure. La consommation des ménages, principal moteur de l'économie représentant plus de la moitié du PIB, a progressé de 5,52 % en g.a., soutenue par les dépenses liées au Ramadan. L'investissement (FBCF) a également accéléré (+5,96 % en g.a.), contribuant à hauteur d'environ 32 % à la croissance, tandis que les dépenses publiques ont augmenté de 21,81 %, ce qui s'explique notamment par un effet de rattrapage, les dépenses publiques ayant été gelées début 2025 du fait du programme d'efficacité budgétaire et de réorientation des dépenses lancé par la nouvelle administration. Parallèlement, l'inflation est retombée à 2,42 % en avril 2026, contre 3,48 % en mars, demeurant dans la cible de Bank

Indonesia (2,5 % ± 1 %). Les tensions inflationnistes restent principalement concentrées sur les produits alimentaires, la catégorie « alimentation, boissons et tabac » enregistrant une hausse de 3,06 % en glissement annuel, tandis que les soins personnels et autres services ont progressé de 11,43 % en g.a. L'inflation de base, qui exclut les composantes les plus volatiles, a quant à elle légèrement ralenti, à 2,44 % en g.a. en avril contre 2,52 % le mois précédent, signalant une inflation sous-jacente globalement maîtrisée.

## **L'excédent commercial de l'Indonésie continue de fondre**

Au premier trimestre 2026, l'Indonésie a enregistré un excédent commercial de 5,5 Md USD, poursuivant une dynamique de surplus ininterrompue depuis mai 2020, d'après BPS Statistics. Ce solde s'est toutefois fortement contracté par rapport aux 10,9 Md USD observés un an plus tôt (-49,2 %), sous l'effet d'un net ralentissement des exportations, en hausse limitée à 0,3 % en glissement annuel (66,8 Md USD au T1 2026), tandis que les importations ont progressé de 10,0 % pour atteindre 61,3 Md USD, soutenues par la demande intérieure et les achats de biens intermédiaires et d'équipement. Le surplus hors hydrocarbures a reculé de 32,5 %, alors que le déficit énergétique s'est accru d'environ 5 %, dans un contexte de baisse des exportations minières, notamment de charbon. Malgré la progression des exportations manufacturières (+4,0 %), portée par le nickel et les produits sidérurgiques, la structure des échanges apparaît ainsi plus exposée à l'évolution du cycle des matières premières.

## **La Banque centrale indonésienne renforce son dispositif de stabilisation du change**

La roupie indonésienne a atteint début mai un niveau historiquement bas proche de 17 400 IDR/USD (soit une baisse de plus de 3 % par rapport au dollar depuis fin février), sous l'effet des tensions géopolitiques, de la hausse des prix du pétrole et des sorties de capitaux vers les actifs libellés en dollar. Face aux pressions persistantes sur la roupie, Bank Indonesia a renforcé début mai son dispositif de stabilisation du change. Après avoir déjà abaissé en mars le seuil des achats de devises sans justificatif de 100 000 USD à 50 000 USD par mois, la banque centrale envisage désormais un durcissement supplémentaire à 25 000 USD. Bank Indonesia poursuit également ses interventions sur les marchés des changes via des contrats à terme non livrables (NDF), tant sur le marché domestique qu'offshore, tout en autorisant désormais les banques locales à vendre des NDF à l'étranger. Parallèlement, la banque centrale cherche à attirer les capitaux étrangers grâce aux titres en roupies (SRBI), poursuit ses achats d'obligations d'État sur le marché secondaire afin de soutenir la confiance des investisseurs et renforce, avec l'OJK, la surveillance des banques et entreprises fortement exposées au dollar.

## **Durcissement progressif de la politique commerciale indonésienne au service de la souveraineté alimentaire**

Le gouvernement indonésien a renforcé fin avril son dispositif de contrôle des importations agricoles avec l'adoption du règlement du ministère du commerce n°11/2026, qui entrera en vigueur le 8 mai 2026. Ce texte étend la liste des produits soumis à des restrictions d'importation à plusieurs produits agricoles stratégiques, notamment le blé fourrager, les tourteaux de soja, les haricots mungo, les cacahuètes, le riz destiné à l'alimentation animale ainsi que les poires. Les importateurs devront désormais obtenir une autorisation préalable du ministère du commerce fondée sur des recommandations techniques du ministère de l'agriculture, accompagnées de nouvelles exigences administratives selon les produits concernés. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large de renforcement de la souveraineté alimentaire engagée depuis le début de l'année 2026 par l'administration Prabowo. Depuis le 1er janvier 2026, le règlement ministériel n°47/2025 interdit ou restreint déjà l'importation de douze catégories de produits alimentaires et non alimentaires, dont, entre autres, le riz, le sucre, le maïs fourrager et les vêtements de seconde main. Les autorités justifient ce durcissement par la volonté de stabiliser les prix domestiques, soutenir les revenus agricoles et réduire la dépendance aux importations.

## **Malaisie**

### **La Banque Mondiale chiffre le coût du changement climatique pour la Malaisie**

La Banque mondiale a publié le 6 mai un rapport consacré aux impacts macroéconomiques du changement climatique en Malaisie, soulignant l'ampleur des investissements nécessaires pour renforcer la résilience du pays face aux risques climatiques. Selon l'institution, la Malaisie devra mobiliser entre 852 et 1 130 Md USD d'ici 2050 pour financer les mesures d'adaptation. A court et moyen terme, les besoins sont estimés à 69,8 Md USD pour les infrastructures hydriques et 33,5 Md USD pour l'irrigation. Le rapport souligne une forte vulnérabilité : les inondations représentent 85 % des catastrophes naturelles depuis 2000 et leur fréquence pourrait encore augmenter de 15 % d'ici 2100. Une hausse du niveau de la mer d'un mètre entraînerait également la perte de 180 000 hectares agricoles et jusqu'à 20 % des mangroves. La Banque mondiale estime que le changement climatique pourrait réduire le PIB malaisien jusqu'à 8,3 % d'ici 2050. Les rendements agricoles pourraient diminuer de 6 %, voire de 18 % sous l'effet d'une plus forte exposition thermique, tandis que le tourisme pourrait reculer de 12,2 % à 21,3 %. Entre 2015 et 2024, les événements climatiques auraient déjà provoqué une perte de productivité estimée à 7 Md USD, soit environ 3 %. Le rapport souligne également les enjeux sociaux associés : près de 23 % de la population est exposée aux chocs

climatiques, avec des effets disproportionnés sur les ménages les plus modestes. La Banque mondiale estime toutefois que des politiques d'adaptation efficaces permettraient de réduire jusqu'à 50 % des pertes économiques.

## **La Malaisie parmi les marchés émergents les plus résilients selon Moody's**

Selon un récent rapport de Moody's Ratings, la Malaisie (note souveraine A3, perspective stable) figure parmi les marchés émergents les plus résilients face aux récents chocs financiers mondiaux, aux côtés de l'Inde, de la Thaïlande, de l'Indonésie et du Mexique. L'agence souligne la solidité des indicateurs financiers malaisiens : hausse limitée et temporaire des spreads, différentiels de rendement modérés avec les obligations américaines et stabilité relative du taux de change comme des taux d'intérêt locaux durant les périodes de tension. Moody's attribue cette résilience à l'amélioration de la confiance des investisseurs, soutenue par les mesures de consolidation budgétaire engagées depuis l'adoption de la loi de responsabilité budgétaire de 2023, qui fixe un objectif de réduction de la dette publique à 60 % du PIB (contre environ 69,8 % en 2025 selon le FMI). L'agence estime toutefois que cette résilience demeure fragile à long terme en raison d'un espace budgétaire limité et d'une base de revenus jugée étroite et volatile. Elle juge que la capacité du pays à préserver sa stabilité dépendra de la poursuite des réformes fiscales, dans un contexte de pressions politiques et sociales persistantes.

## **Airbus annonce une nouvelle commande record de 150 A220 par AirAsia**

Airbus a annoncé le 6 mai la signature d'une commande ferme de 150 appareils de type A220-300 par la compagnie malaisienne AirAsia. Présenté lors d'une cérémonie organisée au Canada, l'accord constitue la plus importante commande unique jamais enregistrée pour l'A220 et permet au programme de dépasser le seuil des 1 000 commandes fermes. AirAsia devient à cette occasion le premier opérateur de la nouvelle configuration cabine de 160 sièges. Les appareils viendront compléter la flotte Airbus existante du groupe et seront utilisés principalement sur des liaisons régionales en Asie du Sud-Est et vers l'Asie centrale.

# Singapour

## La cité-État signe avec la Nouvelle-Zélande un accord inédit sur les chaînes d'approvisionnement critiques

Singapour et la Nouvelle-Zélande ont signé le 4 mai 2026 un accord juridiquement contraignant visant à garantir la continuité des échanges de biens essentiels en période de crise. Cet « Agreement on Trade in Essential Supplies » couvre notamment les produits alimentaires, énergétiques, médicaux, chimiques et de construction. Les deux pays s'engagent à ne pas imposer de restrictions à l'exportation sur ces biens et à coordonner leurs politiques via des mécanismes de consultation et de partage d'information. Présenté comme une première mondiale, cet accord intervient dans un contexte de multiplication des chocs sur les chaînes d'approvisionnement (pandémie, tensions géopolitiques, perturbations énergétiques). Il vise à limiter les comportements de repli observés lors des crises récentes, en garantissant le maintien des flux commerciaux critiques. Il souligne par ailleurs une interdépendance structurelle entre les deux économies : la Nouvelle-Zélande dépend de Singapour pour une part significative de ses carburants, tandis que Singapour importe environ 14 % de ses denrées alimentaires de Nouvelle-Zélande. Au-delà de la sécurisation bilatérale, l'initiative s'inscrit dans une stratégie de coopération entre économies ouvertes cherchant à préserver des flux commerciaux stables face à la montée des réflexes protectionnistes observés lors des crises récentes. Les deux pays ont ainsi exprimé leur volonté d'ouvrir ce cadre à d'autres partenaires partageant des objectifs similaires, avec l'ambition de constituer un réseau de « partenaires de confiance » et de promouvoir un standard international de résilience des chaînes d'approvisionnement.

## Consultation publique à Singapour sur l'encadrement des véhicules autonomes

Le ministère des Transports de Singapour a lancé une consultation publique en vue d'élaborer un cadre législatif pour les véhicules autonomes, avec un projet de loi attendu d'ici 2027. Les discussions portent notamment sur la responsabilité des acteurs, les mécanismes d'indemnisation, la gestion des données et les enjeux de cybersécurité. Le dispositif envisagé distingue les phases de test et de déploiement commercial, avec un transfert progressif de la responsabilité des individus vers les entreprises exploitantes. Des obligations spécifiques pourraient être instaurées pour les opérateurs, incluant des exigences de certification. Enfin, les autorités examinent plusieurs modèles d'indemnisation en cas d'accident, afin de garantir des compensations rapides tout en maîtrisant les coûts d'assurance, dans un contexte de montée en puissance de ces nouvelles technologies. Par ailleurs, Singapour accélère les essais de véhicules autonomes à travers plusieurs partenariats public-privé pilotés par la Land Transport Authority (LTA) : depuis 2025, Grab et le chinois WeRide testent des navettes

autonomes dans le quartier résidentiel de Punggol, avec une ouverture progressive au public depuis le 1<sup>er</sup> avril 2026. De même, ComfortDelGro coopère avec Pony.ai sur des services similaires.

## **Singapour propose un cadre national pour accompagner l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi**

À Singapour, le Congrès national des syndicats, National Trades Union Congress (NTUC), a appelé à renforcer les dispositifs d'accompagnement des travailleurs face aux transformations induites par l'intelligence artificielle, notamment via un meilleur recours à des données locales sur les évolutions du marché du travail. L'organisation souligne la nécessité d'orienter plus finement les reconversions et formations, dans un contexte d'incertitude accrue sur les métiers et compétences émergents. Dans le cadre d'un débat parlementaire, le secrétaire général du NTUC, Ng Chee Meng, a insisté sur la nécessité d'éviter un scénario de « croissance sans emploi », plaidant pour une transition vers l'IA qui bénéficie simultanément aux entreprises et aux travailleurs. Le modèle singapourien repose sur une approche tripartite (État, employeurs, syndicats), avec notamment le développement de comités de formation en entreprise et la création d'un Tripartite Jobs Council chargé de coordonner les politiques d'adaptation. Par ailleurs, le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a reconnu le 1<sup>er</sup> mai que la transition vers l'intelligence artificielle supprimera certains emplois, mais a affirmé que l'État garantira un accompagnement à chaque travailleur. Le gouvernement mise sur les comités de formation en entreprise (Company Training Committee, CTC), dont le nombre dépasse déjà 3 800. La priorité est ainsi donnée à l'anticipation des besoins en compétences et à l'accompagnement des mobilités professionnelles, y compris pour les travailleurs qualifiés, désormais également exposés aux disruptions technologique.

## **Vietnam**

### **Résultats économiques du Vietnam sur les quatre premiers mois 2026**

Selon l'Office national des statistiques (NSO), l'économie vietnamienne est restée dynamique entre janvier et avril 2026. L'indice de la production industrielle (IPI) a progressé de 9,2 % en glissement annuel, confirmant la bonne tenue du secteur manufacturier, tandis que les ventes au détail de marchandises et de services ont augmenté de 11,1 %, soutenues par la consommation intérieure. Les investissements directs étrangers (IDE) ont également contribué à cette dynamique, atteignant 18,2 Md USD (+32 % en g.a.). Les décaissements d'IDE ont poursuivi leur progression (+9,8 %), atteignant leur niveau le plus élevé (7,4 Md USD) pour les quatre premiers mois de l'année sur les cinq dernières années. Le commerce extérieur était aussi dynamique avec 344,2 Md USD (+24,2 %). Toutefois, la hausse plus rapide des importations (+28,7 %) que des

exportations (+19,7 %) a entraîné un déficit commercial de 7,1 Md USD, contre un excédent de 4,3 Md USD sur la même période en 2025. Le mois d'avril marque par ailleurs le quatrième mois consécutif de déficit commercial depuis le début de l'année. La situation macroéconomique est également marquée par une accentuation des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation du mois d'avril a atteint 5,5 % en g.a. ; portant l'inflation des 4 mois à 4 % en g.a. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des matériaux de construction (+6,3 %), suivie par celle des produits alimentaires et des services de restauration (+4,7 %). Dans l'ensemble, l'économie vietnamienne demeure solide et résiliente, portée par l'industrie, la consommation et les IDE, mais elle fait face à des défis croissants liés à l'inflation et au creusement du déficit commercial.

## **Les États-Unis placent le Vietnam sous surveillance maximale pour la propriété intellectuelle**

Dans son rapport annuel Special 301, l'Office of the United States Trade Representative (USTR) a classé le Vietnam en « Priority Foreign Country » (PFC), soit le niveau de surveillance le plus élevé en matière de propriété intellectuelle. Il s'agit de la première inscription d'un pays dans cette catégorie depuis treize ans, réservée aux cas jugés les plus problématiques pour les intérêts américains. Washington reproche au Vietnam une absence persistante de progrès malgré plusieurs tentatives de dialogue engagées depuis 2020, notamment autour d'un plan de travail sur la propriété intellectuelle. Selon l'USTR, cette situation cause des préjudices significatifs aux industries dépendantes des droits de propriété intellectuelle, au Vietnam comme sur d'autres marchés. Cinq motifs sont avancés : le manque d'efficacité dans la lutte contre le piratage en ligne, l'insuffisance des actions contre la contrefaçon, la faiblesse des contrôles aux frontières, l'usage répandu de logiciels non licenciés et l'absence de sanctions pénales contre le piratage des signaux télévisés. L'USTR doit décider dans un délai de 30 jours s'il ouvre une enquête formelle au titre de la section 301 du Trade Act de 1974, une procédure pouvant déboucher sur des mesures commerciales. Cette décision marque un durcissement notable de la position américaine vis-à-vis du Vietnam et pourrait peser sur les relations commerciales bilatérales à court terme. Pour rappel, les États-Unis demeurent le premier client du Vietnam, absorbant environ 32 % des exportations vietnamiennes en 2025.

## Pression persistante sur la liquidité du système bancaire vietnamien en 2026

Selon le rapport Vietnam Banking 2026 Outlook de l'agence vietnamienne de notation financière FiiRatings, le système bancaire vietnamien fait face à une tension durable sur la liquidité, dans un contexte où la croissance du crédit continue de dépasser nettement celle des dépôts. Les banques vietnamiennes voient leur activité de prêt progresser plus vite que la mobilisation de dépôts. En 2025, le crédit a augmenté d'environ 19 %, contre seulement 11,4 % pour les dépôts, une tendance qui se poursuit en 2026. Cette situation oblige les établissements à recourir davantage au marché interbancaire et aux émissions obligataires pour financer leur activité. Cette pression provient principalement d'une demande de crédit encore forte, alimentée par les investissements dans les infrastructures, la reprise du secteur immobilier, la consommation et les flux d'investissements directs étrangers. Par ailleurs, le ratio crédit/PIB élevé (supérieur à 140 %) limite les marges de manœuvre du système financier. Ce découplage entre crédits et dépôts entraîne une hausse des coûts de financement, une compression des marges bancaires et une pression sur la rentabilité. Elle se traduit aussi par une montée des taux de rémunération des dépôts et une volatilité accrue sur le marché interbancaire, signalant un environnement de liquidité plus tendu. À terme, les analystes estiment que cette situation pourrait accentuer les disparités entre banques : les établissements les mieux capitalisés seront capables de continuer à croître, tandis que les plus fragiles devront ralentir leur expansion pour préserver leur équilibre financier.

## Thaïlande

### Finances publiques : le Conseil des ministres approuve un décret d'urgence d'emprunt de 12,3 Md USD, la BOT et le secteur privé appellent à une utilisation ciblée

Le Conseil des ministres a approuvé le 5 mai le projet de décret royal d'urgence autorisant le ministère des Finances à emprunter jusqu'à 12,3 Md USD (400 Md THB) pour faire face aux impacts de la crise énergétique et accélérer la transition énergétique du pays. Le montant a été réduit par rapport à l'enveloppe de 15,4 Md USD (500 Md THB) initialement envisagée, afin que le ratio de dette publique reste sous le plafond légal de 70 % du PIB. L'emprunt sera réalisé exclusivement sur le marché domestique, en s'appuyant sur un excédent de liquidités bancaires estimé à plus de 43,2 Md USD (1 400 Md THB). Le recours au décret d'urgence est justifié par l'épuisement des instruments budgétaires disponibles : la réserve de contingence de 3,1 Md USD (99 Md THB), qui avait été mobilisée notamment pour les inondations, les tensions frontalières avec le Cambodge et les dépenses de sécurité, ne laisse qu'environ 524 M USD (17 Md THB) de marge de manœuvre au titre des emprunts déficitaires, et le budget 2027 n'entre en vigueur qu'en octobre. Cette enveloppe sera

répartie en deux volets égaux : 200 Md THB pour l'aide directe aux ménages vulnérables, aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises (dont le programme « Thai Help Thai Plus ») ; les 200 Md THB restants pour financer la transition vers les énergies propres (véhicules propres, bornes de recharge, réduction des émissions et développement des compétences). Un comité de sélection présidé par le Secrétaire permanent du ministère des Finances examinera les demandes de financement selon cinq principes (« 5T » : cible, transition, transformation, transparence, ensemble) et les projets devront être approuvés avant le 30 septembre 2026. Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 30 septembre 2027 et fera l'objet d'un rapport trimestriel au Conseil des ministres. Le texte sera préalablement soumis au Conseil d'État pour un examen juridique en urgence, avant d'être présenté au Parlement le 14 mai. La Banque de Thaïlande (BOT) a estimé qu'une enveloppe de 9,2 Md USD (300 Md THB) pourrait soutenir le PIB de 0,5 à 0,7 point supplémentaire, mais a appelé à privilégier l'investissement sur les transferts directs pour un effet durable, et à cibler précisément les groupes les plus touchés. La Chambre de commerce thaïlandaise a pour sa part soutenu le principe de l'emprunt tout en soulignant que l'enjeu central était l'utilisation disciplinée des fonds, avec une priorité aux ménages vulnérables à court terme et à la réforme structurelle à moyen terme.

## **Infrastructures : le Premier ministre formalise le comité d'étude du projet de Landbridge sous la présidence d'Ekniti, périmètre élargi à un corridor économique du Sud**

Le Premier ministre Anutin a signé le 5 mai l'arrêté de la présidence du Conseil des ministres n°133/2569 instituant un comité chargé d'étudier les modalités de mise en œuvre du projet de pont terrestre (Land Bridge) reliant le golfe de Thaïlande et la mer d'Andaman. Le vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas en assure la présidence, avec le vice-Premier ministre Pakorn comme vice-président. Le comité réunit les ministres des Affaires étrangères, des Transports, des Ressources naturelles et de l'Environnement, de l'Énergie et de l'Industrie, ainsi que des représentants des secteurs privé et de la société civile des zones concernées, le Conseil national de développement économique et social (NESDC) en assurant le secrétariat. Par rapport aux études antérieures de l'Office de la politique des transports et de la planification (OTP), terminées il y a deux ans dans un contexte antérieur au conflit au Moyen-Orient, le périmètre est sensiblement élargi : le projet sera désormais étudié en lien avec l'établissement d'une nouvelle zone économique spéciale, « le Corridor économique du Sud » (Southern Economic Corridor, SEC) couvrant quatre provinces et non plus les seules provinces de Ranong et Chumphon. L'étude, à mener dans un délai de 90 jours, couvrira la faisabilité économique, les impacts environnementaux, le système ferroviaire, routier et les pipelines énergétiques, ainsi que la question de l'expropriation foncière. Le gouvernement envisage un démarrage des travaux à horizon 2030 si les conclusions sont favorables. La Commission nationale des droits de l'homme a soumis

deux recommandations que le Conseil des ministres a pris en compte, exigeant notamment une consultation publique élargie dans les 30 jours. Le projet reste contesté : des universitaires ont averti d'un risque de pertes pouvant atteindre plusieurs milliers de milliards de bahts, et le NESDC et l'OTP affichent des appréciations divergentes sur sa rentabilité.

## **Conflit au Moyen-Orient : impacts sur le tourisme, les exportations de riz et les PME**

Les effets du conflit au Moyen-Orient sur l'économie thaïlandaise se précisent sur plusieurs fronts. Dans le secteur du tourisme, les arrivées étrangères s'établissent à 12 millions de visiteurs sur les quatre premiers mois de 2026 (-3,45 % en glissement annuel), pour des recettes à 18 Md USD (584 Md THB, -3,28 %). En avril, les arrivées ont chuté de 7 %, trois des cinq premiers marchés émetteurs affichant des reculs de 11 % à 23 %, sous l'effet de la réduction des capacités aériennes et de la hausse des tarifs. Seule exception notable, le marché chinois progresse de 31,9 % en avril, l'Autorité du tourisme thaïlandais (TAT) visant au moins 5,5 millions de touristes chinois en 2026 et une croissance des recettes d'au moins 20 % sur ce segment. Concernant les exportations agricoles, l'Irak (premier débouché du riz thaïlandais en temps normal, à raison d'environ 1 million de tonnes par an) est totalement inaccessible depuis le début du conflit, entraînant une perte estimée à 200 000 tonnes. Les exportations de riz des quatre premiers mois de 2026 ne s'établissent qu'à 2,2 millions de tonnes, mettant en péril l'objectif annuel de 7 millions de tonnes, dans un contexte de hausse des coûts logistiques d'environ 20 %. Enfin, selon une enquête de l'Office de promotion des PME (OSMEP), 21,3 % des PME thaïlandaises sont exposées à un risque de fermeture définitive dans les trois prochains mois : prises en étau entre la hausse des coûts énergétiques et l'impossibilité de les répercuter sur les consommateurs, une part significative se tourne vers le crédit informel à taux élevé, aggravant les risques sur la qualité du portefeuille de crédit.

## **Philippines**

### **Forte accélération de l'inflation qui enregistre +7,2 % en avril**

L'inflation a fortement accéléré en avril pour atteindre +7,2 % (contre +4,1 % en mars), dépassant la cible de la banque centrale (2 à 4 %) ainsi que ses dernières prévisions (+5,6 à 6,4 %), dans un contexte de hausse des prix mondiaux de l'énergie liée aux tensions au Moyen-Orient et amplifiée par la dépréciation du peso philippin. Cette hausse est tirée principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+6 %) qui ont contribué à 32 % de l'inflation, portée notamment par le riz (+13,7 %) et le maïs (+21 %). Les transports (+21,4 %) ainsi que le poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+8,2 %) ont contribué respectivement à 27 % et 23 % de l'inflation. À noter que l'inflation pour les 30 % des ménages les plus modestes vivant hors

de la capitale atteint +8,5 %, un chiffre expliqué à 53,6 % par la hausse des prix alimentaires.

## **TotalEnergies sécurise 300 M USD pour une centrale solaire de 440 MWp à Isabela**

TotalEnergies et son partenaire local Nextnorth ont annoncé avoir sécurisé 300 M USD de financement et démarré la construction d'une centrale solaire de 440 MWp à Ilagan dans la province d'Isabela. Le projet, porté par une joint-venture entre TotalEnergies (65 %) et Nextnorth (35 %), sera financé par SMBC, ING Bank NV et Standard Chartered, et constitue à date le plus important financement pour un projet solaire dans le pays. L'installation, dont la mise en service est prévue fin 2027 devrait produire 13,5 TWh d'électricité sur 20 ans. Plus de la moitié de la production est engagée dans le cadre d'accords d'achat à long terme avec les fournisseurs AdventEnergy et PrimeRES afin d'approvisionner les utilisateurs commerciaux et industriels ; l'électricité restante sera vendue au réseau national via son programme d'enchères d'énergies renouvelables. A noter que l'énergie solaire représente actuellement 9 % (2 710 MW) de la capacité installée totale du pays, dans un mix encore largement dominé par le charbon (44 % de la capacité).

## **Ralentissement de la croissance à +2,8% au T1 2026, un plus bas depuis 2009, sous l'effet de la crise au Moyen-Orient et du scandale de détournements du budget de l'Etat**

La croissance philippine a ralenti à +2,8% en g.a. au premier trimestre 2026 - contre +5,8% au T1 2025 et +3% au T4 2025 - marquant ainsi sa plus faible performance hors pandémie depuis le T4 2009 (+1,8%). Ce résultat s'explique principalement par le ralentissement de la consommation des ménages (+3,0% contre +5,3% au T1 2025), principal moteur de l'économie (74,5% du PIB), sous l'effet notamment de la hausse des prix dans le cadre de la crise au Moyen-Orient (+4,1% en mars et +2,8% au T1), ainsi que par la chute de l'investissement (-3,3% contre +4,5% au T1 2025) avec la contraction du secteur de la construction (-4,5% contre +7,1% au T1 2025) dans le cadre du scandale de détournements massifs des budgets d'investissement de l'Etat. L'impact sur la croissance aurait pu être encore plus fort sans la contribution positive du commerce extérieur, contrairement au T1 2025, avec une accélération des exportations de biens (+13,3 %), plus rapide que celle des importations (+6,8 %). La croissance du secteur des services (+4,5% contre +6,2% au T1 2025), principal moteur de l'activité (63,2 % du PIB), a été pour partie compensée par la contraction de l'industrie (28,7% du PIB à -0,1 % contre +4,6 %), sous l'effet principalement du recul de la construction, et de l'agriculture (-0,2 % contre +2,2 %) avec la baisse des cultures (-2,4%) et de la pêche (-6,1%).

## **Chute de -31,4% du nombre de travailleurs philippins déployés à l'étranger au T1 2026 dans le cadre du conflit au Moyen-Orient**

Le nombre d'Overseas Filipino Workers (OFWs) déployé au premier trimestre 2026 atteint 526 464 (dont 408 053 sur terre et 118 411 sur mer) contre 767 057 personnes un an plus tôt soit une baisse de 31,4%. La diminution touche plus particulièrement les déploiements dans les pays du Moyen-Orient (-48,25%) avec 141 275 contre 273 001 au T1 2025 bien que l'Arabie Saoudite demeure la première destination (59 910 OFWs à -39,7%) suivie par les EAU (42 243 à -51,4%). Le nombre d'embarquement de marins philippins sur des navires naviguant dans les eaux internationales a lui aussi fortement diminué à 47 886 contre 166 794 il y a un an (-71,3%). Cette chute fait suite au rapatriement aux Philippines, depuis le début de la crise et pour des raisons à la fois sécuritaires et économiques, de 9 000 OFWs en provenance essentiellement des pays du Moyen-Orient mais aussi de Singapour, Hong-Kong et Taiwan. Cette baisse devrait peser sur le montant des transferts financiers 2026 vers les Philippines et donc sur la consommation et la croissance.

## **Cambodge**

### **Renforcement de la coopération universitaire avec l'Université Grenoble Alpes dans le numérique**

Le ministère des postes et des télécommunications a reçu le Président de l'Université Grenoble Alpes (UGA). Au programme: le développement du laboratoire national cambodgien sur l'IA et la science des données, financé en partie par l'AFD. L'UGA a également rencontré l'Académie cambodgienne des sciences numériques (CADT), partenaire de l'Université depuis 2018. Ce partenariat a permis l'attribution de bourses à des étudiants de la CADT poursuivant leurs études à Grenoble. Il ouvre désormais de nouvelles perspectives de collaboration dans les domaines de la cybersécurité. Les relations entre l'université grenobloise et le Cambodge se sont renforcées depuis 2023. Parmi les projets en cours, un partenariat triennal entre l'Université, l'Institut de technologie du Cambodge et Electricité du Cambodge (financé par l'AFD et l'UE). Il permet de former le personnel cambodgien aux systèmes électriques. Pour l'année 2025-2026, sept étudiants cambodgiens ont intégré un master ou un stage de recherche au sein l'université grenobloise. D'autres initiatives sont par ailleurs attendues en matière d'énergie.

### **Lancement d'une taxonomie verte pour structurer la finance durable**

Avec l'appui de la Société financière internationale (Banque mondiale), la Banque nationale du Cambodge a lancé sa première taxonomie de la finance durable. Elle vise à orienter les investissements durables vers davantage de transparence, tout en luttant contre l'éco-blanchiment.

Alignée sur les contributions déterminées au niveau national (CDN), cette taxonomie vise à renforcer la confiance des investisseurs étrangers en s'alignant sur le modèle déjà proposé par l'ASEAN. Elle cible d'ores et déjà trois secteurs (énergie, transport et construction), qui pourraient représenter 34 % des émissions de GES du pays en 2035. Une partie des acteurs privés reconnaît que des incitations complémentaires seront nécessaires, à l'instar du Cambodia Sustainable Bond Accelerator, pour favoriser l'émission d'obligations vertes par les entreprises à moindre coût.

A ce jour, le programme a soutenu plus de 60 M USD d'émissions d'obligations vertes dans le photovoltaïque et l'assainissement. Ce montant reste toutefois bien loin de l'objectif final. Pour atteindre sa neutralité carbone en 2050, le Royaume devra mobiliser 36 Md USD entre 2023 et 2050.

## **Une transition énergétique encore freinée par des contraintes structurelles**

L'ONG australienne EnergyLab, spécialisée dans la transition énergétique, a publié un rapport sur l'évolution de la transition énergétique au Cambodge. Le rapport identifie deux freins majeurs au développement des énergies renouvelables : des divergences entre les ministères sur le sujet et des lacunes dans les formations proposées, jugées trop théoriques et peu spécialisées. Pour y remédier, plusieurs solutions sont avancées, dont la création d'un mécanisme de coordination interministériel et le développement de programmes d'apprentissage adaptés aux spécificités du secteur de l'énergie. Le Royaume, qui s'est engagé à abandonner le développement de nouvelles centrales à charbon, doit désormais accélérer le déploiement des énergies renouvelables pour répondre à une demande d'électricité en forte croissance. Cette demande est attendue à 66 TWh en 2040, contre 22,4 TWh en 2025. En 2025, les énergies renouvelables représentaient 63 % des capacités de production installées, mais n'assuraient que 50 % de la production d'électricité, en raison notamment de leur intermittence.

## **Laos**

### **Une vulnérabilité accrue face aux chocs énergétiques dans le contexte de la crise au Moyen-Orient**

Selon les Nations unies, le Laos subit de plein fouet les perturbations énergétiques liées au conflit au Moyen-Orient, dans un contexte de restriction durable des flux via le détroit d'Ormuz. Les prix du pétrole ont atteint fin avril des niveaux élevés (Brent : 126 USD/baril), traduisant les anticipations de tensions prolongées sur l'offre. L'inflation s'établit à 10,2 % en glissement annuel en avril 2026, principalement tirée par les coûts de transport, qui expliquent l'essentiel de la hausse récente des prix. Les prix des carburants restent élevés (essence : 34 400 LAK/litre, diesel : 39 400 LAK/litre) malgré un léger repli. La dépréciation du kip (environ -5 % face au dollar entre mars et avril) accentue ces pressions via le

renchérissement des importations. La sécurité énergétique demeure fragile : le pays dépend à 97 % des raffineries thaïlandaises pour ses carburants, tandis que les importations régionales de brut ont fortement reculé. Les capacités de raffinage en Asie se contractent, accentuant les risques de tensions sur l'offre. Le secteur aérien est particulièrement affecté : le prix du kérosène a fortement augmenté, entraînant annulations de vols et hausse des coûts. Le tourisme recule nettement (jusqu'à -46 % de visiteurs à Luang Prabang). Dans ce contexte, la croissance est attendue entre 3,5 % et 4 % en 2026, sous fortes incertitudes.

## **Le renforcement du partenariat stratégique Chine – Laos à l'occasion du 65e anniversaire des relations diplomatiques**

Le Laos et la Chine ont célébré à Pékin le 65e anniversaire de leurs relations diplomatiques, réaffirmant la solidité de leur partenariat stratégique global. Les deux parties ont souligné la profondeur des liens politiques, fondés sur une coopération étroite entre partis, et leur engagement à renforcer la « communauté de destin partagé ». La coopération bilatérale s'inscrit dans un plan d'action 2024-2028, visant à accroître la qualité et l'efficacité des projets conjoints. Sur le plan économique, la Chine demeure le principal investisseur étranger au Laos et un partenaire clé dans le développement des infrastructures, notamment à travers la ligne ferroviaire Laos-Chine, levier central de désenclavement et d'intégration régionale. Les échanges couvrent également les secteurs de la sécurité, des technologies et des relations culturelles. Le Laos a réitéré son soutien au principe d'« une seule Chine » ainsi qu'aux initiatives structurantes portées par Pékin, en particulier les Nouvelles routes de la soie. Ce rapprochement confirme l'ancrage croissant du Laos dans la sphère économique chinoise et le rôle structurant de cette relation dans sa trajectoire de développement.

## **Mékong : renforcement de la gouvernance fluviale via un partenariat avec Singapour**

La Commission du Mékong (MRC) a conclu un accord de partenariat avec Singapour visant à renforcer la gestion des ressources hydriques et la résilience climatique dans le bassin du Mékong. Signé à Vientiane, l'accord prévoit une coopération sur trois axes : l'utilisation de technologies satellitaires pour le suivi hydrométéorologique, l'amélioration de la gouvernance de l'eau et le renforcement des capacités des administrations locales. Singapour apportera son expertise en traitement des eaux usées, contrôle de la qualité et recyclage, afin de soutenir l'urbanisation rapide des pays riverains. Le partenariat inclut également des programmes de formation technique. D'une durée de cinq ans, cet accord s'inscrit dans le plan stratégique 2026-2030 de la MRC, dans un contexte de pressions croissantes liées au changement climatique, à la variabilité hydrologique et aux pollutions locales. Il illustre l'ouverture accrue de la gouvernance du Mékong à des partenaires non riverains.

# Birmanie

## L'expansion du secteur manufacturier ralentit en avril

L'indice PMI manufacturier de S&P Global s'établit à 50,9 en avril après 51,5 en mars, signalant une amélioration des conditions opérationnelles pour le quatrième mois consécutif, bien qu'à un rythme ralenti.

Les nouvelles commandes ont également progressé pour le quatrième mois consécutif, mais le rythme de cette croissance a ralenti, ne signalant qu'une expansion marginale. Les ventes ont été soutenues par l'insuffisance des stocks chez les clients, mais les contraintes financières de ces derniers pèsent toujours sur les carnets de commande. Par ailleurs, les achats se sont retournés, après une hausse inédite sur 33 mois en mars. En cause, l'utilisation des stocks et les difficultés d'approvisionnement en matières premières. Les pénuries d'intrants se sont également traduites par un allongement des délais de livraison. Bien que la fréquence des retards soit la plus faible depuis trois mois, elle témoigne néanmoins d'une détérioration des chaînes d'approvisionnement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)